



CHAMBRE
DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉBUDGETAIRE



*Déposé par la Chambre
de commerce et d'industrie
de Québec*

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
PRINCIPALES DEMANDES BUDGÉTAIRES	4
Projets CCIQ	4
Fonds de relance	4
Formation	4
MAIN D'ŒUVRE	5
Hôtellerie, restauration et tourisme	5
RELANCE ET GRANDS PROJETS	6
Port de Québec : Projet Laurentia.....	6
Aéroport de Québec.....	7
RSTC – Tramway	7
CONCLUSION	8



INTRODUCTION

La Chambre de commerce et d'industrie de Québec (CCIQ) regroupe plus de 4200 membres, sensibilise, mobilise et agit pour favoriser le développement économique de ses membres et de son milieu. Plus important regroupement de gens d'affaires de l'est du Québec, elle est la voix privilégiée de la communauté d'affaires de Québec et l'interlocuteur principal du milieu économique régional.

La CCIQ tient à déposer un mémoire au ministre des Finances du Québec, M. Éric Girard, dans le cadre des consultations prébudgétaires afin de faire connaître les préoccupations de la communauté d'affaires de Québec. La Chambre de commerce et d'industrie de Québec, en collaboration avec son comité *Fiscalité et finances publiques*, dépose aujourd'hui un plan s'inscrivant dans sa vision de relance économique post-Covid19. Cette année, plus que jamais, le soutien aux entreprises et aux grands projets sera déterminant dans la façon dont le Québec pourra se relever de cette crise sans précédent.



PRINCIPALES DEMANDES BUDGÉTAIRES

Projets CCIQ

Fonds de relance

Dans l'optique où les programmes d'aides aux entreprises et organismes n'ont pas été faits dans fonction d'une sortie de pandémie, nous croyons qu'une approche plus personnalisée permettra à une vaste majorité d'entrepreneurs de se sortir de cette crise. Les programmes doivent voir leurs critères d'admissibilité devenir plus adaptés et agiles en fonction de la situation actuelle. Comme il est ardu de changer des programmes rapidement et surtout qu'il s'agit d'une période de transition avant un retour à la normale d'ici quelques années, nous suggérons une alternative.

Afin de soutenir de manière efficace et rapide la relance économique des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, tout comme les autres secteurs touchés, nous désirons avoir sous gestion un fonds de 950 000\$. Cet investissement sera utilisé par la CCIQ pour des projets qu'elle mettra en œuvre directement dans le milieu. Un comité consultatif sera créé avec les acteurs du milieu (AHQ, ARQ, CC, etc.) afin d'orienter le choix des projets pour les inscrire dans une optique de relance économique adaptée, efficace et rapide. Une des missions est de soutenir la relance économique liée au tourisme local qui ne fait partie d'aucun programme.

Formation

Les besoins de formation sont un incontournable pour nos entreprises de la région. Lors d'un sondage mené par la CCIQ et Services Québec en décembre 2020, 75% des dirigeants d'entreprises considèrent que pour demeurer compétitifs, ils doivent investir davantage dans la formation. De plus, 84% considèrent que la formation ne nécessite pas une attestation émise par le ministère de l'Éducation pour être reconnue par l'entreprise. La CCIQ a mené plusieurs programmes au cours des dernières années afin de soutenir le développement continu des dirigeants et professionnels (Leader d'influence, Leadership au féminin, Conscience d'affaires, etc.).

Avec la proximité et la connaissance que la CCIQ possède, nous souhaitons renforcer cette mission d'accompagnement. Nous désirons mettre sur pied une formation continue adaptée aux besoins réels et évolutifs des entreprises. Cette formation sous forme de certification, permettra d'acquérir et d'approfondir des connaissances dans le domaine des ressources humaines, de la gestion de la clientèle, la vente/marketing, la santé/sécurité au travail, la santé mentale et sur le virage numérique. Ce sont les cinq domaines énumérés dans le sondage mené en décembre dernier.

Pour sa réalisation et sa mise en œuvre, un besoin financier de 650 000\$ est nécessaire. Ce montant permettra de monter des programmes de formation avec des entreprises de la région détenant l'expertise dans un des domaines mentionnés ci-haut. Il rendra également possibles la commercialisation et la mise en route de cette nouvelle attestation. Après son démarrage, il est prévu que ce programme de formation devienne autonome financièrement grâce à ses frais d'inscriptions. Nous souhaitons voir cette nouvelle attestation perdurer dans le temps, tout en continuant d'être bonifiée par des experts, afin de maintenir notre offre d'accompagnement adaptée aux besoins des entreprises qui peinent à recruter des employés.

MAIN D'ŒUVRE

Hôtellerie, restauration et tourisme

Les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme sont des moteurs économiques très importants dans notre Capitale-Nationale. En plus de générer des millions de dollars en retombées et de créer des milliers d'emplois, elle fait partie intégrante des habitudes des Québécois et des Québécoises. Ces trois domaines sont étroitement liés. Ils seront tous des secteurs clés dans la relance. Toutefois, pour l'instant, la préoccupation principale demeure l'attraction et la rétention de main-d'œuvre, un problème qui était bien présent avant la crise, mais qui maintenant s'accroît. Les besoins sont criants surtout pour les cuisines et la plonge pour la restauration et pour les employés de soutien dans les hôtels. Une situation qui fait rage partout dans la province, mais qui est bien plus forte dans la Capitale-Nationale.

La situation de plein emploi dans la Capitale-Nationale faisait mal aux gestionnaires qui n'arrivaient pas à recruter avant la pandémie. Un autre des facteurs déterminants dans les difficultés de recrutement est certainement la conciliation travail-famille-vie sociale, puisque les quarts de travail sont souvent très atypiques. Les variations de salaire entre les employés de la cuisine comparativement à ceux du service sont aussi un énorme frein. Malgré bien de la volonté, les restaurateurs n'arrivent pas à ajuster les salaires en fonction des marges de profits trop minimes et de l'augmentation des frais d'exploitation.

Avec ces presque 6 mois de fermeture complète, plusieurs employés de ces secteurs ont pris la décision de se réorienter complètement. Ce sont des pertes majeures pour les entrepreneurs qui voient arriver le déconfinement avec beaucoup de stress. Les secteurs de la restauration, du tourisme et de l'hôtellerie seront très courus, mais les employés eux manqueront à l'appel.

Il existe plusieurs pistes de solutions pour pallier ce manque de main-d'œuvre. Lors d'un sondage mené par la CCIQ et Services Québec en décembre 2020, 61% des entreprises de la région de Québec ont dit souhaiter une augmentation du nombre de personnes immigrantes (7% à l'heure actuelle) travaillant dans leurs équipes. La première piste de solution étant d'assouplir les règles d'immigration en créant un statut particulier pour les employés des secteurs de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme, à l'instar de celui créé pour l'industrie agricole. Ce qui raccourcirait les délais, beaucoup trop longs et coûteux. Un autre enjeu est celui de la répartition des pourboires. Ces lois doivent être revues rapidement pour permettre aux gestionnaires d'équilibrer ces montants sans en mettre la responsabilité fiscale sur une seule personne. Le soutien à l'innovation se devra d'être plus important pour ceux qui doivent se réinventer sans cesse. Les entrepreneurs se sentent également étouffés sous une panoplie de normes et de contraintes administratives.

Par conséquent, la Chambre de commerce et d'industrie de Québec demande au gouvernement d'ouvrir le dialogue afin de réduire la charge et les coûts liés au volet administratif et de mettre en place des stratégies de valorisation des métiers de services et du tourisme. Le gouvernement du Québec doit également tout faire pour freiner la pénurie de main-d'œuvre qui s'accroît de jour en jour.

RELANCE ET GRANDS PROJETS

Port de Québec : Projet Laurentia

Le projet Laurentia du Port de Québec représente une opportunité de développement et de diversification économique pour la capitale et nos régions. Un tel projet représente des retombées économiques directes majeures pour les nombreux fournisseurs, réparties dans une multitude de secteurs, dans une économie qui a beaucoup souffert cette année. La réalisation de ce projet aura également des retombées pour nos entreprises déjà établies dans la région de la Capitale-Nationale. En phase de construction, ce sont près de 7000 nouveaux emplois, tous confondus, et 700 M\$ de retombées qui seront générés. La Chambre de commerce soutient que nous avons besoin de ce projet qui crée de la valeur et de la richesse. La réalisation de ce projet permettra d'assurer la survie et la bonne santé financières de nos entreprises, autant celles qui gravitent autour du projet, que celles directement impliquées.

Ainsi, la Chambre de commerce et d'industrie de Québec demande au gouvernement du Québec de réaffirmer son appui au Projet Laurentia et d'enclencher les processus nécessaires pour que le projet puisse aller de l'avant rapidement et puisse avoir l'effet escompté sur la relance économique post-Covid19.

Aéroport de Québec

Le plan de relance de l'aéroport international Jean-Lesage de Québec (YQB) représente des investissements structurants pour la région de Québec et l'est du Québec. Ce même projet permettra de ressortir plus fort avec des leviers importants pour générer de la croissance, réduire la vulnérabilité et produire un effet multiplicateur et structurant sur l'ensemble de la région. Ce plan ne pourra voir le jour sans l'appui financier des trois paliers de gouvernement et de l'ensemble des parties prenantes de notre grande région. Ce projet moderne doit devenir celui de toute une région, porté par sa communauté d'affaires et ses leaders. La Chambre de commerce et d'industrie de Québec soutient la vision de l'Aéroport de Québec dans son désir d'optimiser sa zone de chalandise, de consolider sa desserte aérienne régionale, d'implanter un centre logistique intermodal et d'aménager un parc aéroportuaire. La mise en service d'un centre de prédédouanement américain devra également être réalisée à court et moyen terme dans l'optique d'ouvrir notre ville vers les marchés internationaux.

La CCIQ demande donc au gouvernement d'ouvrir les discussions avec YQB pour évaluer les modalités de financement possible pour que le projet puisse se réaliser dans un avenir rapproché. Un tel projet aidera grandement à se sortir de cette crise et son positionnement sera stratégique lorsque le retour à la normale se fera sentir.

RSTC – Tramway

La CCIQ profite de ce mémoire prébudgétaire pour rappeler que le projet de tramway de Québec est un projet qui vient répondre aux besoins de la population en mobilité durable. Nous souhaitons que l'ensemble du projet du RSTC soit vu comme une première phase, que nous pourrions bonifier dans un futur rapproché, notamment pour la desserte efficace des banlieues.

L'arrivée d'un réseau de transport structurant est essentielle pour la vitalité économique de la région. Les prévisions font état de 19 000 emplois créés avec la construction du Réseau structurant de transport en commun et près de 2,1 milliards \$ en ajout au PIB de Québec. Dans le contexte de relance économique, il est non seulement primordial d'offrir un climat de prévisibilité dans le dossier du tramway de Québec, mais surtout de démarrer rapidement. En plus d'être un projet qui aura un effet sur la congestion routière, le RSTC permettra à la Capitale-Nationale de se démarquer sur le plan environnemental, en devenant un leader québécois en mobilité durable.

Ainsi, la CCIQ demande au gouvernement de maintenir le financement du projet de RSTC et d'accélérer le processus afin que l'échéancier initial soit respecté.

Nous demandons que l'appel de propositions auprès des consortiums puisse démarrer rapidement. Nous réitérons notre demande de sécuriser le financement de la ligne de tramway, organe névralgique du projet structurant de transport en commun.

CONCLUSION

Notre économie a souffert dans cette crise et c'est pourquoi la Chambre de commerce et d'industrie de Québec, par sa mission principale, souhaite saisir l'année 2021 comme une opportunité d'améliorer les modèles d'affaires déjà existants, d'innover et de créer un avenir prospère pour nos membres. Nous espérons que nos demandes seront entendues et que nous pourrions travailler de concert avec le gouvernement du Québec pour une relance rapide et efficace.